

TROIS QUESTIONS à Christian Grolier

Secrétaire générale de la Fédération générale des Fonctionnaires FO (FGF FO)

«Les fonctionnaires ne se contenteront pas d'un bilan»



que le changement n'est pas pour demain.

En quoi une réponse ministérielle rapide sur les salaires est-elle prioritaire pour les agents?

Cela fait maintenant dix ans que les fonctionnaires per-

L'agenda social présenté est-il à la hauteur des attentes des fonctionnaires?
Les fonctionnaires ont des attentes fortes concernant leurs rémunérations, leur déroulement de carrière et leurs conditions de travail. Or, ils ont été oubliés pendant des années en servant de variable d'ajustement budgétaire. A l'issue de cette récente présentation de l'agenda social, au cours de laquelle ils n'ont entendu que les mots «contrainte budgétaire», ils ont le sentiment

urgent que le gouvernement prenne des décisions concrètes sur le sujet, car les fonctionnaires ne se contenteront pas d'un hypothétique bilan sur la rémunération.

Pourquoi FO reste vigilante concernant la RGPP?

Un changement de méthode, un dialogue social transparent... Tels étaient les postulats affichés et même claironnés par le gouvernement lors de la grande conférence sociale. Dans le même temps toutefois, les services du Premier ministre et quelques hauts fonctionnaires envisageaient de mettre en place une nouvelle réforme de l'État en expérimentant la mutualisation de l'ensemble des crédits de personnels et de fonctionnaires dans la vraie vie par la perte d'environ deux mois de salaire. Si l'on ajoute l'augmentation du taux de retenue pour pension et par ailleurs les conséquences de l'application du jour de carence, la situation des fonctionnaires devient critique. Il est donc

de personnels et de fonctionnaires au sein d'un même budget régional. Or, cette interministérielle forcée provoquerait la suppression de corps particuliers de fonctionnaires, donc de certaines missions, et entraînerait une régionalisation de l'action publique... Ce que FO conteste.

FO, si le 15 octobre constitue pour l'instant la seule date fixée pour une prochaine rencontre avec le ministère, la séance pourrait être houleuse. Le bilan de la RGPP sera alors présenté aux syndicats. Or, tandis que le gouvernement semble vouloir mettre un terme à cette politique qui a réduit les moyens des administrations depuis 2007 et induit le non-remplacement d'un agent sur deux partant en retraite, les fonctionnaires FO viennent de découvrir qu'il a concocté cet été, en catimini, deux expérimentations qu'il prévoit de lancer d'ici à la fin de l'année. L'une porterait sur une mutualisation des effectifs des fonctions support (informatique, ressources humaines, gestion...) des préfectures et des directions départementales interministérielles (DDI). L'autre consisterait à regrouper les crédits de personnels des préfectures et des DDI au sein d'un même budget régional. Concrètement, s'indigne FO, cela ressemble fort à une nouvelle réforme départementale de l'État où l'on «supprimerait définitivement le dernier contact entre l'agent et son ministère. Ce serait alors un coin supplémentaire enfoncé dans le statut général de la fonction publique. «Si le gouvernement affirme que la RGPP est stoppée, alors elle ne doit pas continuer d'avancer masquée», indique FO en demandant au gouvernement de sur-seoir à ses projets.